

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-FMI-est-coresponsable-du-desastre-en-Argentine>

Le FMI est coresponsable du désastre en Argentine

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : mardi 26 novembre 2002

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Christine Legrand,

Buenos Aires de notre correspondante

"Il s'agit d'expliquer et de clarifier" la situation actuelle de l'économie argentine qui s'est "légèrement améliorée" au cours des derniers mois, a indiqué, à Buenos Aires, le ministre argentin de l'économie, Roberto Lavagna, à la veille d'un voyage de cinq jours en Europe qui, dès lundi 25 novembre, le conduit en France, en Allemagne, en Italie et en Espagne.

Au cours de ce tour d'horizon, le ministre a vivement dénoncé les exigences du FMI qui réclame des augmentations de 20 % à 30 % des tarifs des services publics, qui ont tous été privatisés et sont dirigés principalement par des entreprises européennes.

M. Lavagna a affirmé que "cela n'avait aucun sens dans un pays où les usagers ne peuvent déjà plus payer leurs factures".

Il a confirmé, par ailleurs, que le gouvernement d'Eduardo Duhalde (péroniste) étudie actuellement des augmentations qui seront imposées par décret. Celle du gaz devrait être en moyenne de 7,2 % et celle de l'électricité de 9 %.

A la question de savoir si Buenos Aires envisageait une vie possible sans le FMI, M. Lavagna a souligné que "l'Argentine avait démontré, au cours des sept derniers mois, qu'elle était capable de sortir de la crise, sans recevoir un sou et tout en honorant des échéances de sa dette publique d'un montant de 4,3 milliards de dollars". Pour lui, cela signifie qu'elle sortirait plus facilement de la crise avec une aide du FMI. "Nous ne demandons pas d'argent frais mais simplement un rééchelonnement de la dette", a-t-il poursuivi.

"Ce n'est pas que l'Argentine ne veuille pas payer, c'est qu'elle ne peut pas", a ajouté M. Lavagna, qui a indiqué que les autorités tablent sur une croissance de 3 % pour l'année 2003. Il a réaffirmé que l'Argentine souhaite parvenir à un accord avec le FMI "mais pas à n'importe quel prix". Il a précisé "qu'il ne signerait pas un accord sans être sûr de pouvoir le respecter".

"RESPONSABILITÉS PARTAGÉES"

Par le passé, a-t-il rappelé, l'Argentine a signé "dix-neuf accords avec le FMI et quinze n'ont pas été respectés". Et pourtant, a ajouté M. Lavagna, le FMI a continué dans les années 1990 à "soutenir très fortement un modèle qui engendrait la faim et la pauvreté et qui a conduit à l'écroulement du système financier". Aussi, pour lui "les responsabilités sont donc partagées". "Maintenant que nous avons besoin de financer la stabilité, le FMI refuse de nous aider", a déploré le ministre. "Il y a quelque chose qui fonctionne mal et pas seulement vis-à-vis de l'Argentine", a-t-il lancé. Roberto Lavagna estime que l'Argentine a "un programme durable" et que "sur le plan technique, toutes les conditions sont réunies" pour parvenir à un accord. "Mais pour danser le tango, il faut être deux" a conclu, sur ce thème, le ministre.

Il a rappelé l'importance pour son pays des relations avec l'Europe. Elle "est le principal client de l'Argentine, après le Mercosur" a-t-il souligné. Avant de reprendre le portefeuille de l'économie, en avril, M. Lavagna était ambassadeur à Bruxelles auprès de l'Union européenne.

Il a expliqué que le but de son voyage dans les principales capitales européennes est aussi de "remercier les

Européens, et notamment la France, pour leur soutien "au sein du Fonds monétaire international (FMI) et de leur demander "une aide supplémentaire" dans les difficiles négociations qui, depuis plus de dix mois, "avancent lentement".

Le ministre souhaite expliquer à ses interlocuteurs que l'Argentine sort peu à peu de quatre ans et demi de récession, avec "une croissance du PIB au cours des deux derniers trimestres et un troisième trimestre qui s'annonce positif, ce qui ne s'était pas vu depuis 1998". M. Lavagna a également mentionné une augmentation des exportations, une baisse des taux d'intérêt qui ont été ramenés de 120 % à 25 %, un contrôle de l'inflation et une récupération du système financier.

Il a également annoncé la levée des restrictions bancaires, appelées "corralito", à partir de lundi. Les Argentins peuvent à nouveau disposer librement de leur argent déposé sur des comptes courants ou d'épargne. Les restrictions sont toutefois maintenues sur les dépôts à terme supérieurs à 3 000 euros. M. Lavagna estime que cette mesure, qui était une des exigences du FMI, aura des "conséquences positives" sur l'économie en libérant quelque 6 milliards d'euros.

Le corralito avait été mis en place le 3 décembre 2001 et avait provoqué la démission du ministre de l'économie, Domingo Cavallo, et celle du président Fernando de la Rúa, sous la pression populaire.

Post-scriptum :

Le Monde, édition du 26.11.02